
Soixante ans de relations germano-israéliennes

Gisela Dachs

Janvier 2009

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne à Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme l'un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent
que la responsabilité des auteurs.*

**Les "Notes du Cerfa" font l'objet d'un soutien de la
Fondation Robert Bosch.**

Robert Bosch **Stiftung**

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

© Tous droits réservés, Ifri, 2008

ISBN : 978-2-86592-442-4

IFRI

27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 - France
TEL.: 33 (0)1 40 61 60 00
FAX: 33 (0)1 40 61 60 60
E-Mail: ifri@ifri.org

IFRI-BRUXELLES

Rue Marie-Thérèse, 21
B -1000 Bruxelles - Belgique
TEL.: 32(2) 238 51 10
FAX: 32(2) 238 51 15
E-Mail: info.bruxelles@ifri.org

SITE INTERNET: ifri.org

Sommaire

INTRODUCTION	2
L'ACCORD DE RÉPARATION ET LE RAPPROCHEMENT GERMANO-ISRAÉLIEN.....	3
UNE CONFRONTATION TARDIVE AVEC LA SHOAH	5
DES SOCIÉTÉS EN ÉVOLUTION DE NOUVEAUX DÉFIS POUR LES RELATIONS GERMANO-ISRAÉLIENNES ...	9
LES ALLEMANDS DANS LE RÔLE DE MÉDIATEUR	12
CONCLUSION.....	16
LE CERFA	17
Dernières publications du Cerfa	17

Introduction

Les relations germano-israéliennes* ont un long chemin derrière elles. Celui qui, au jour de l'anniversaire de l'unité allemande, se rend dans la résidence israélienne de l'ambassadeur allemand à Herzliya peine à trouver une place tellement la foule est dense. Bon nombre de cadres supérieurs israéliens considèrent aujourd'hui l'Allemagne comme un partenaire privilégié – qu'ils classent au deuxième rang juste derrière les États-Unis – sur les plans économique, technologique et scientifique. En outre, alors que le secteur du tourisme est porté par une dynamique nouvelle, il existe plus d'une centaine de jumelages de villes et de cantons, ainsi que des programmes d'échanges de jeunes. Aussi d'étroites relations se sont-elles nouées entre les deux pays, tant au niveau culturel qu'à celui de la société civile.

En Israël, au lendemain de la création de l'État (1948), personne n'aurait cru que les relations germano-israéliennes évolueraient de la sorte. À cette époque, aucun Allemand n'était autorisé à se rendre en Israël, et aucun Israélien à aller en Allemagne – jusqu'en 1956, tous les passeports israéliens portaient la mention « valable pour tous les pays du monde, à l'exception de l'Allemagne ». À l'époque, on ne voulait plus jamais avoir à faire au peuple responsable de la Shoah. Pourtant, la préservation des intérêts nationaux israéliens, la *realpolitik* et la diplomatie morale de l'Allemagne, tout comme une pléthore d'accords bilatéraux, ont finalement conduit au rapprochement entre les deux pays. Soixante années d'histoire ont conféré un caractère unique aux relations germano-israéliennes et ont marqué de leur empreinte les deux sociétés ; chacune a en effet connu des mutations pouvant être imputées à la confrontation au passé, au rôle de la Shoah dans la conscience nationale, à une identité mouvante ou encore à l'influence du processus d'unification européenne.

* Gisela Dachs est correspondante du journal *Die Zeit* en Israël.
Traduction de l'allemand : Emmanuelle Saunier.

L'accord de réparation et le rapprochement germano-israélien

La première pierre du rapprochement entre l'Allemagne et Israël a été posée en septembre 1952 par le Premier ministre israélien David Ben Gourion et le chancelier allemand Konrad Adenauer à la signature de l'accord de Luxembourg, dit de réparation. À cette époque, les deux hommes d'État durent s'imposer face à la résistance massive des membres des cabinets, des parlementaires ainsi que de la population des deux pays. Loin d'envisager alors un quelconque miracle économique, les Allemands faisaient face à un pays en ruine et ne souhaitaient nullement que l'on vienne leur rappeler leurs crimes. Quant aux Israéliens, ils refusaient toute indemnité financière de l'Allemagne pour l'assassinat de 6 millions de Juifs par le régime nazi – et pour les blessures physiques et morales infligées durant ces années. À cela s'ajoute le fait que le terme allemand de « réparation » (*Wiedergutmachung*) induisait en erreur, laissant entendre que l'on pouvait ramener les morts à la vie¹...

Les négociations portèrent sur une indemnité globale (*globale Aufwandsentschädigung*) visant à financer la (ré)intégration de chaque « réfugié juif déraciné et spolié » venant d'Allemagne et de tous les territoires qui étaient à l'époque sous domination allemande. Au total, de 1952 à 1965, la République fédérale versa environ 3,4 milliards de marks (environ 1,7 milliard d'euros) en faveur de la « réparation ». En réalité, cette aide a très largement été dispensée sous forme de biens réels, ce qui, par la suite, a fortement contribué au développement des relations commerciales entre les deux pays – dont l'économie allemande profite encore aujourd'hui. Sans cette aide, le jeune État d'Israël ne se serait probablement pas remis sur pied aussi rapidement. C'est d'ailleurs ce que David Ben Gourion, pragmatique, avait à l'esprit au moment de la signature de l'accord de Luxembourg avec Konrad Adenauer. Le premier Premier ministre israélien imaginait déjà à l'époque que l'Allemagne redeviendrait un jour un pays important. Quant à Konrad Adenauer, sa démarche n'était pas seulement d'ordre moral. Il pensait également qu'un retour

¹ Voir sur ce point M. A. Weingardt, *Deutsch-israelische Beziehungen: Zur Genese bilateraler Verträge 1949-1996*, Constance, Hartung-Gorre, 1997. Voir également les documents officiels et non officiels des ministères des Affaires étrangères de l'époque, rassemblés dans l'ouvrage de Y. A. Jelinek, *Zwischen Moral- und Realpolitik*, Gerlingen, Wallstein, 1997.

de l'Allemagne au sein de la communauté internationale passerait nécessairement par une réconciliation avec les Juifs. Ses relations avec David Ben Gourion permettaient en quelque sorte d'apposer un « label de qualité » sur la nouvelle Allemagne. De surcroît, il croyait en l'influence de la communauté juive dans le monde.

Le fait que les indemnisations aient pris la forme de bien réels permit aussi de créer les premières relations de l'après-guerre entre les populations – et ce, malgré les résistances de la population israélienne. À titre d'exemple, les Israéliens furent obligés de rencontrer des experts allemands venus leur expliquer le fonctionnement des pièces automobiles, des locomotives et des bateaux qu'ils leur livraient. En outre, certains juifs d'origine allemande (les *Jeckes*), qui étaient restés attachés à la culture et à la langue de leur ancienne patrie, étaient prêts à engager le dialogue avec les Allemands qui se rendaient en Israël. Ce sont eux qui, en endossant le rôle de médiateurs, ont réellement permis d'établir des liens entre les deux pays. Ce furent également d'anciens citoyens allemands et autrichiens qui, à la reprise des relations diplomatiques en 1965, occupèrent la fonction d'ambassadeur d'Israël à Bonn – l'Allemagne est encore aujourd'hui le seul poste que peut refuser un diplomate israélien.

Pour la majorité des Israéliens, le passé nazi n'était pas l'obstacle le plus important à la reprise du dialogue avec les Allemands. Si l'on en croit l'ancien ambassadeur d'Israël en Allemagne, Avi Primor, le rapport que ces derniers entretenaient à leur propre passé à cette époque était beaucoup plus gênant : « Les Allemands occultaient leur identité, refusaient de se confronter à leur passé. On ne voulait pas entamer de dialogue avec des hypocrites qui prétendaient ne rien avoir su². »

² Discours tenu par Avi Primor le 10 juillet 2008 en sa qualité de nouveau président de la Société israélo-allemande (Israelisch-Deutsche Gesellschaft, IDG) et à l'occasion des festivités marquant le 60^e anniversaire d'Israël au Dan Hotel de Tel Aviv.

Une confrontation tardive avec la Shoah

L'Allemagne de l'après-guerre excellait dans l'art du refoulement. Dans la discussion publique, le passé nazi n'était tout bonnement pas évoqué, ou alors nié ou embelli. Même au sein des familles, le sujet était tabou. En 1968, la révolte des étudiants fut d'ailleurs en grande partie motivée par la volonté de faire la lumière sur la génération des pères – qui auraient quant à eux préféré se penser et se poser en victimes. Dix ans plus tard, le succès de la série américaine *Holocauste* a également contribué à ce que le passé soit largement débattu et trouve sa place dans les cours d'histoire, dans les médias et dans le monde politique. Aujourd'hui, n'importe quel responsable politique allemand en visite au mémorial de Yad Vashem à Jérusalem est saisi de honte. Comme l'a dit le président allemand Horst Köhler lors d'une visite en Israël à l'occasion du 40^e anniversaire de l'ouverture des relations diplomatiques entre l'Allemagne et Israël, la responsabilité vis-à-vis de la Shoah est « une part de l'identité allemande³ » ; elle est devenue « la raison d'État de la politique allemande⁴ ».

Ce qui a uni les Israéliens et les Allemands après la Seconde Guerre mondiale – même si les perspectives étaient foncièrement opposées –, c'est leur mutisme privé et collectif à propos du passé. Dans les décennies qui suivirent la création de l'État d'Israël, l'establishment israélien ne voulait pas entendre parler des histoires de persécutions. On ne voulait plus se penser en victime, mais au contraire mettre toute sa force dans la construction d'une nouvelle identité et se tourner vers l'avenir. En 1961, s'ouvrit le procès Eichmann, qui fit entrer les témoignages dans les foyers grâce aux retransmissions à la radio. Ce n'est qu'à ce moment-là que les Israéliens commencèrent à se confronter publiquement avec la Shoah.

Il en a longtemps coûté aux survivants de parler de cette période. L'âge venant, certains d'entre eux ressentirent le besoin de transmettre leurs expériences à la postérité. Ce qu'ils avaient tu à

³ Voir <www.bundespraesident.de/en/Speeches-,11165.622158/Address-by-Horst-Koehler_-Pres.htm>.

⁴ Mots d'accueil de la chancelière Angela Merkel lors de son discours tenu à l'occasion du 60^e anniversaire d'Israël dans *DIG Magazin. Zeitschrift der Deutsch-Israelischen Gesellschaft*, n° 1, mars 2008.

leurs propres enfants, ils le racontèrent alors à leurs petits-enfants. L'intérêt de la jeunesse israélienne pour cette période n'a jamais été aussi grand et les programmes scolaires répondent à la demande. Ainsi, tous les élèves de sixième doivent mener un projet d'un an sur le thème des racines. Des questions telles que « D'où vient ma famille ? », « Combien de mes parents proches ou éloignés ont-ils survécu à la Shoah ? », « Où se trouvent-ils à présent ? » font désormais partie de l'identité israélienne. Pour le critique littéraire Efraim Sicher, cela montre que « la société israélienne est devenue adulte ». Fait relativement nouveau, cette dernière serait aujourd'hui en mesure de laisser davantage de place aux identités et aux souvenirs individuels.

Plus le temps passe et plus la mémoire de la Shoah gagne en importance. Depuis le début des années 1990, le jour commémoratif de la Shoah revêt une place centrale dans la conscience des jeunes Israéliens⁵ – y compris des jeunes juifs israéliens dont les parents viennent de pays arabes, qui s'identifient eux aussi à la persécution des juifs européens. Néanmoins, cet intérêt plus marqué des jeunes pour la Shoah ne s'accompagne pas d'un rejet plus fort de l'Allemagne. Contrairement à beaucoup d'Israéliens des générations précédentes, ces derniers n'hésitent pas à acheter des produits allemands, à se passionner pour le football allemand et même – depuis peu – à écouter de la musique allemande ; Tokyo Hotel et Rammstein se classent parmi les groupes de musique favoris des jeunes Israéliens. Dans le monde des DJ germano-israéliens, il n'est pas rare que des fêtes soient organisées en commun grâce à des retransmissions par Internet, sans parler de la venue très remarquée de DJ allemands en Israël et de DJ israéliens en Allemagne. Pendant longtemps, intéresser la jeunesse israélienne à l'Allemagne a représenté un défi pour l'Institut Goethe de Tel Aviv. Or, la peur de l'autre, que l'on observe lors de manifestations communes, se dissipe progressivement. Selon Amos Dolev, le directeur de la programmation culturelle de cet institut, la mondialisation explique en grande partie ce phénomène : « La télévision câblée a, entre autres choses, rendu Israël plus cosmopolite – et par là même, plus ouvert vis-à-vis de l'Allemagne⁶. »

On mesure aussi l'évolution de la relation d'Israël à l'Allemagne à la moyenne d'âge (en baisse) des Israéliens apprenant la langue allemande. En 1996, les 46-55 ans étaient les plus représentés dans les cours de langue à l'Institut Goethe ; huit années plus tard, il s'agissait des 23-35 ans. De plus, un sondage réalisé par l'institut au printemps 2003 a révélé que 25 % des étudiants israéliens souhaitent apprendre l'allemand pour converser avec des amis, 15 % pour nouer des contacts professionnels en Allemagne et

⁵ D. Bar-On, « Erinnerung an der Holocaust », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, supplément de *Das Parlament*, n° 15, 2005.

⁶ G. Dachs, *Deutschland*, supplément en hébreu, n° 3/2004.

respectivement 24 % et 21 % pour pouvoir étudier et travailler en Allemagne. Quatre heures de vol séparent Israël de l'Allemagne. Cela est peu dès lors que les jeunes constatent, étonnés, combien leurs modes de vie et leurs goûts respectifs se ressemblent. A *contrario*, la distance à parcourir semble immense lorsque l'on se penche sur les enseignements du passé, un passé qui, du côté allemand comme du côté israélien, joue un rôle déterminant dans la construction identitaire : au « plus jamais la guerre » des Allemands continue à faire écho le « plus jamais Auschwitz » des Israéliens.

Ce fossé apparaît clairement lorsqu'il s'agit d'évaluer les dangers réels ou supposés au plan mondial ainsi que les moyens à déployer pour y parer. En Allemagne, il n'est pas rare qu'Israël soit considéré comme une menace potentielle. D'après un sondage commandé par la Commission européenne en 2003, 65 % des Allemands (et 59 % des Européens) continuent à percevoir ce pays comme « un danger pour la paix dans le monde ». Ce chiffre élevé ne saurait être seulement expliqué par des faits tangibles et objectifs, la connaissance d'Israël et du conflit au Proche-Orient étant souvent limitée. Décharge et rejet de la faute jouent également en ce domaine un rôle inconscient, autour des deux éléments suivants : d'une part, « nous avons appris notre leçon » ; d'autre part, « les descendants des victimes se comportent comme nos ancêtres⁷ ». C'est ainsi que le poids du passé faiblit et que la confiance en soi est renforcée. On a tendance à oublier ou à refouler le fait qu'Israël, malgré sa force militaire, continue à lutter pour son existence. Avec la distance, et la sécurité dont elle s'accompagne, il est plus facile d'appliquer les principes humanistes universels que beaucoup d'Allemands ont cru avoir intériorisés à la suite de la Shoah – mais aussi parfois de les retourner contre Israël.

Ce va-et-vient permanent entre obligation morale et ressentiment à l'égard d'Israël appartient à la réalité allemande. La tendance à raconter des histoires d'Allemands victimes d'expulsions et autres malheurs peut aussi contribuer à se décharger de sa propre responsabilité. Bien souvent, ces récits pleins de souffrances servent à se protéger, en relativisant après coup les souffrances des victimes du régime nazi⁸. Lors de rencontres entre Israéliens et Allemands, le présent israélien et le passé allemand ne sont jamais très loin. En conséquence, les Israéliens se conduisent de manière plus franche avec les Allemands que l'inverse : ils ne peuvent effectivement reprocher à ces derniers « que » des faits passés, mais sont conscients que la génération des descendants ne peut être

⁷ J. Joffe, *Die Zeit*, n° 20, 2005, p. 1.

⁸ D. Bar-On, *op. cit.* [5].

personnellement tenue responsable. À l'inverse, les Allemands font preuve d'une distance croissante à l'égard des Israéliens, leur imputant souvent la responsabilité collective des événements présents⁹.

⁹ Gr. Alroi-Alroser, « Deutschland und Israel aus israelischer Sicht », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, supplément de *Das Parlament*, n° 15, 2005.

Des sociétés en évolution De nouveaux défis pour les relations germano-israéliennes

Dans la façon dont ils se perçoivent, les deux pays ont évolué, ce qui constitue pour la relation germano-israélienne un autre élément d'asymétrie. Si les Israéliens ont longtemps véhiculé l'image d'une « nation qui a fortement confiance en elle », celle-ci traverse aujourd'hui une phase critique et douloureuse de réévaluation¹⁰. Au contraire, l'Allemagne peut aujourd'hui célébrer son renouveau en tant que première puissance économique et politique en Europe, après avoir vécu une longue période de critique intérieure et internationale.

La jeunesse elle aussi a changé. Ce sont les échanges entre jeunes qui ont ouvert la voie à la reprise des relations diplomatiques entre l'Allemagne et Israël, précédant même le premier échange d'ambassadeurs en 1965. Konrad Adenauer et David Ben Gourion ont fortement œuvré dans ce sens, le chancelier fédéral prenant pour modèle l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ). Pendant des années, nombre de jeunes Allemands s'installaient dans un kibboutz une fois le baccalauréat en poche. Aujourd'hui encore, certains d'entre eux s'engagent dans des programmes de services volontaires à visée sociale ou éducative, mis en place par l'organisation allemande Aktion Sühnezeichen (Action signe de réconciliation), et reconnus en Allemagne comme une alternative au service militaire. Bon nombre de liens noués à l'occasion de tels séjours tiennent durant toute une vie.

Néanmoins, il est aujourd'hui plus difficile qu'il y a une vingtaine d'années de recruter des jeunes Allemands pour participer à ces programmes d'échanges, en raison de l'évolution des conditions de vie – avec l'accroissement de la mobilité et des capacités financières, de tels voyages perdent en effet en attractivité. De surcroît, beaucoup de jeunes Allemands planifient aujourd'hui leur temps libre de façon utilitariste, un cours de langue en Grande-Bretagne étant de ce point de vue plus intéressant qu'un séjour en Israël. Le caractère multiethnique de la société allemande aujourd'hui joue également un rôle non négligeable : les jeunes issus de

¹⁰ D. Bar-On, *op. cit.* [5].

l'immigration, dont les familles sont souvent de confession musulmane, montrent un intérêt limité pour la Shoah et pour un voyage en Israël¹¹.

Du côté israélien, en revanche, il n'a jamais été facile de trouver des jeunes souhaitant participer à des voyages en Allemagne. En général, ceux qui souhaitent partir à l'étranger ont d'autres destinations en tête. Le fait que les participants potentiels soient entre-temps les arrière-petits-enfants des survivants de la Shoah rend certes le rapport à l'Allemagne plus aisé. Toutefois, une telle démarche revient bien souvent, pour les Israéliens, à visiter le pays qui a initié le génocide juif. Avec le renouvellement des générations, de nouvelles formes de souvenir apparaissent. Alors qu'il y a encore quelques années, les Allemands étaient exclus des cérémonies de commémoration dans les camps de concentration, des manifestations communes sont aujourd'hui organisées, au cours desquelles les jeunes gens sont considérés comme des « partenaires dans le souvenir ».

Parmi les jeunes Israéliens qui participent à de tels échanges, nombreux sont issus de familles venant de l'ancienne Union soviétique, ce qui contribue à une ambiance plus détendue. D'après une animatrice israélienne, « les Russes ne réagissent pas de la même manière que les descendants des survivants de la Shoah. Ils ont appris l'histoire dans les livres d'école plutôt qu'à travers les témoignages de leurs grands-parents. De surcroît, ils se sont toujours perçus comme les vainqueurs [de la Seconde Guerre mondiale], ce qui facilite leur rapport à l'Allemagne. » Le rabbin de Leipzig ne parlant ni l'hébreu ni l'anglais, et ne pouvant donc s'exprimer qu'en russe, les « Israéliens russes » se sont rapidement vu confier le rôle d'interprète¹². Le fait que des juifs issus de l'ancienne Union soviétique préfèrent s'installer en Allemagne plutôt qu'en Israël ne suscite plus les mêmes tensions entre les gouvernements allemand et israélien que cela était le cas autrefois. Israël ne s'obstine plus à être l'unique patrie des Juifs et s'est progressivement fait à l'idée que des Juifs pouvaient choisir de vivre en Allemagne.

Chez les Israéliens, la dernière tendance est même de se faire naturaliser allemand. Ceux qui le peuvent demandent un passeport allemand et deviennent du même coup des citoyens européens. L'obtention de la nationalité allemande est rendue possible par l'article 116, paragraphe 2 de la Loi fondamentale allemande qui stipule : S'ils en font la demande, les anciens citoyens allemands déchus de leur nationalité entre le 30 janvier 1933 et le 8 mai 1945 « pour des raisons politiques, raciales ou religieuses »

¹¹ Voir sur ce point l'étude de V. B. Georgi, qui s'est intéressée à l'influence de l'histoire allemande sur l'identité des jeunes issus de l'immigration : *Entliehene Erinnerung. Geschichtsbilder junger Migranten in Deutschland*, Hambourg, Hamburger Edition, 2003.

¹² Voir aussi E. Ben-Raphael, *Building a Diaspora: Russian Jews in Israel, Germany and the USA*, Leiden, Brill, 2006.

doivent, tout comme leurs descendants, retrouver la nationalité allemande. Ainsi, plus de 100 000 Israéliens sont déjà en possession d'un passeport allemand qui, selon l'avocat israélien Dan Assan, représente une « police d'assurance en temps de crise¹³ ». Celui qui dépose une demande le fait en général pour des raisons pragmatiques : un passeport allemand permet de bénéficier automatiquement d'un permis de séjour illimité dans l'ensemble de l'Union européenne (UE), d'un permis de travail, de droits sociaux, mais aussi d'étudier presque gratuitement et de voyager dans beaucoup de pays sans visa. En contrepartie, le passeport allemand n'implique pas d'obligations (impôts, service militaire). Cela étant, il est arrivé qu'un candidat réclame à son avocat le remboursement des frais de procédure et refuse son passeport, affirmant ne pas avoir su qu'il s'agissait en réalité d'un passeport allemand.

¹³ Cité dans *Jedioth Aharonot*, 11 juillet 2008.

Les Allemands dans le rôle de médiateur

Replacée dans un contexte européen, l'Allemagne est plus facile d'accès aux Israéliens. Exerçant un très fort pouvoir d'attraction sur nombre d'entre eux, Berlin y est pour quelque chose. Des milliers d'Israéliens, des artistes en particulier, vivent aujourd'hui dans l'ancienne-nouvelle capitale. D'autres s'y rendent pour visiter la ville et marcher sur les traces de l'histoire, par exemple en visitant le bunker d'Hitler ou le musée juif, et font ainsi connaissance avec l'Allemagne d'aujourd'hui. Autrefois, presque aucun Israélien ne se serait rendu à Hambourg ou Munich. Avec Berlin, qui se situe certes en Allemagne, mais est aussi une métropole européenne, la situation est toute différente. Un spot télévisé pour la compagnie aérienne El Al, diffusé en juin 2008, illustre parfaitement la fascination des Israéliens pour la capitale allemande : un Israélien qui est manifestement homosexuel¹⁴ est assis en peignoir de bain sur un canapé, un bichon à ses côtés, et se plaint de la menace exercée par le Hezbollah au nord et par Hamas au sud ; il s'esclaffe : « là, j'ai tout simplement envie d'aller à Berlin ! » Cette campagne publicitaire rompt simultanément deux tabous sionistes, ce qui aurait autrefois suscité des cris d'indignation : il se moque de la peur des Israéliens dans leur propre pays et propose à ces derniers de s'exiler – ne serait-ce que provisoirement – en priorité en Allemagne.

Au cours des dernières années, Israël s'est officiellement rapproché du Vieux Continent, dont sont originaires ses pères fondateurs. En juin 2000, il a signé un accord d'association avec l'Union européenne, ce qui le lie plus étroitement que jamais à cette dernière sur le plan économique. En outre, depuis que Chypre fait partie de l'UE (2004), Israël n'est plus qu'à 250 kilomètres de la frontière européenne. Si beaucoup d'Israéliens restent sceptiques quant à la politique européenne au Proche-Orient, qu'ils ont toujours perçue comme traditionnellement pro-arabe, ils portent un regard très positif sur le projet européen : dans cette région du monde, la liberté de circulation et l'absence de contrôle de passeport ont en effet de quoi laisser rêveur.

¹⁴ Les contacts sont nombreux entre les communautés homosexuelles de Tel Aviv et de Berlin.

Il arrive aussi que les Israéliens saluent les tentatives de médiation européenne au Proche-Orient. À chaque fois que cela a été le cas, des Allemands étaient impliqués dans le processus. À titre d'exemple, les agents secrets des services de renseignements allemands (Bundesnachrichtendienst, BND) ont régulièrement rendu possible l'échange de prisonniers entre Israël et le Liban. De même, lorsqu'il y a eu un attentat sanglant dans une discothèque de Tel-Aviv, durant la deuxième intifada (juin 2001), l'ancien ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer a organisé la médiation entre le chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Yasser Arafat, et le chef du gouvernement israélien, Ariel Sharon ; son intervention a permis d'éviter une escalade du conflit. Enfin, si l'on en croit les propos tenus par Ehoud Olmert, le gouvernement israélien a même souhaité que des forces navales allemandes se déploient en été 2006 le long de la côte du Liban et d'Israël, pour contrôler les voies maritimes lors de la guerre au Liban. En revanche, les Israéliens n'auraient pas aimé voir des uniformes allemands à leurs frontières, sous peine de déclencher une émotion vive, notamment parmi les survivants de la Shoah.

Malgré le chemin parcouru, la relation germano-israélienne reste fragile. On l'a vu à la vivacité des réactions israéliennes par le passé, par exemple lorsque des scientifiques allemands experts en fusée et missiles recrutés par le régime nasserien (1962-1965) ont mis à l'épreuve la politique allemande vis-à-vis d'Israël ou lorsque les Allemands ont débattu de la prescription des crimes de guerre nazis (1964), ce qui a été perçu comme une minimisation des horreurs de la Shoah¹⁵. De même, la relation entre les deux pays a été mise à rude épreuve lorsque l'on a découvert, durant la première guerre du Golfe en 1991, que des entreprises allemandes avaient participé au programme de développement d'armes de destruction massive initié par Saddam Hussein. Le fait qu'Israël ait été menacé par du gaz allemand a en effet déclenché une tempête émotionnelle qui, cependant, n'a conduit à aucune polarisation politique sur le plan intérieur. Aujourd'hui, il semble que la population israélienne et les responsables politiques appréhendent plus sereinement ce type de crise. Cela vaut également pour l'antisémitisme, car l'Allemagne – officielle en tout cas – se place au premier rang lorsqu'il s'agit de combattre le phénomène.

Quant aux sentiments que les Allemands éprouvent pour les Israéliens, ils restent eux aussi souvent soumis à d'extrêmes fluctuations, et ce, depuis des décennies. Ce faisant, Israël apparaît davantage comme un objet de projection que d'observation : « Le fait que les Allemands oscillent entre l'admiration pour Israël, la critique des Israéliens et l'antisémitisme laisse supposer que de telles humeurs ont davantage trait à leurs états d'âme qu'aux troubles politiques au Proche-Orient », affirme ainsi le politologue Martin

¹⁵ Voir A. Jelinek, *op. cit.* [1].

Kloke. Ce dernier cite également le psychanalyste Hans Keilson qui, en 1986, constatait déjà au sujet d'Israël : « le bouc émissaire est devenu un bouc de vertu, chargé de tous les idéaux et de toutes les qualités que l'on ne pouvait trouver dans sa propre histoire ni celle de ses parents. La projection d'un état moral digne d'un surhomme ayant été déçue, un néo-bouc émissaire a finalement vu le jour¹⁶. »

Alors que la population israélienne, au départ très sceptique à l'égard de l'Allemagne, s'est rapprochée de la position plutôt pragmatique des représentants officiels du pays, il semble que l'écart entre la population et les responsables politiques se soit au contraire creusé en Allemagne. Alors que l'Allemagne officielle entretient et soigne les relations avec Israël, la population a tendance à s'inquiéter, non pas pour Israël, mais à cause d'Israël – l'exemple de l'Iran l'illustre parfaitement. Israël considère que Berlin jouit d'une influence déterminante, en Europe comme aux Nations unies, lorsqu'il s'agit d'empêcher l'Iran de produire la bombe atomique. Dans un discours tenu en 2006, la chancelière fédérale n'a laissé aucun doute sur la solidarité de l'Allemagne vis-à-vis d'Israël, évoquant le président iranien dans les termes suivants : « un président qui conteste le droit d'Israël à exister, un président qui nie la Shoah ne peut s'attendre à ce que l'Allemagne tolère ces affirmations¹⁷. » Angela Merkel a profité d'une visite officielle en Israël en mars 2008 pour réaffirmer son soutien inconditionnel aux Israéliens dans leur combat contre un Iran doté de la bombe atomique – ce qui a soulevé la question légitime, en Allemagne comme en Israël, de savoir jusqu'où irait cette solidarité le cas échéant. Les Allemands socialisés dans le mouvement antinucléaire ne sont en effet pas les seuls à voir dans les menaces d'attaque préventive venant d'Israël un péril absolu.

Quoi qu'il en soit, la visite d'Angela Merkel en Israël à l'occasion du 60^e anniversaire de la création de l'État, en 2008, a conféré une intensité nouvelle aux relations bilatérales. L'Allemagne a fait entrer Israël dans son petit cercle d'alliés avec lesquels elle entretient une coopération plus étroite qu'avec d'autres – parmi ces pays, on trouve la Pologne, l'Italie, l'Espagne, la Russie et la France. Lors des premières consultations intergouvernementales entre les deux pays, des accords bilatéraux ont été entérinés en vue de « consolider la relation unique entre l'Allemagne et Israël par le biais de mesures politiques tournées vers l'avenir¹⁸. » Les deux pays envisagent désormais des consultations régulières, y compris sur les questions internationales. Selon un communiqué officiel, « on considère des deux côtés comme positif le fait que la présidence

¹⁶ Voir le site de l'Office fédéral de l'éducation civique (Bundeszentrale für politische Bildung), <www.bpb.de/publikationen>.

¹⁷ A. Merkel, discours lors de la Conférence annuelle de Munich sur la politique de sécurité, 3-4 février 2006.

¹⁸ *Nlarchiv.israel.de*, 18 mars 2008.

allemande de l'Union européenne ait contribué à renforcer la coopération entre l'Union et Israël¹⁹. »

La chaleur avec laquelle la chancelière fédérale a été accueillie en Israël témoigne de l'état des relations diplomatiques entre les deux pays, qui n'ont jamais été aussi bonnes. La personnalité, la biographie et le style de la chancelière ont joué sur ce plan un rôle non négligeable. Pour la première fois, l'Allemagne est représentée par une femme et une ancienne citoyenne d'Allemagne de l'Est. Certes, la République fédérale n'a pas encore traité tous les dossiers hérités de la République démocratique allemande (RDA) dans le cadre de son travail sur le passé – en premier lieu, le fait que cette dernière n'ait jamais reconnu l'État d'Israël et ait renvoyé la responsabilité des crimes nazis à la République fédérale d'Allemagne (RFA). Cependant, selon l'ancien ambassadeur d'Israël à Berlin Shimon Stein, la profession de foi d'Angela Merkel en faveur de la démocratie et de la liberté est loin d'être de la simple rhétorique.

¹⁹ *Ibid.*

Conclusion

Chacune des deux sociétés a mené des processus politiques et sociaux qui ont rendu leur rapprochement à la fois possible et durable. Dans ce contexte, le souvenir de la Shoah constitue un élément central, qui les oppose autant qu'il les rapproche. Le fait qu'Israël soit aujourd'hui moins sioniste et plus cosmopolite qu'auparavant lui permet de s'ouvrir à l'Allemagne qui, de son côté, est devenue moins allemande, mais au contraire plus européenne et plus multiethnique. Pour autant, dans la mesure où beaucoup de « nouveaux » Allemands possèdent une autre identité et une autre conception de l'histoire, cette évolution ne signifie pas nécessairement que la relation à Israël sera amenée à l'avenir à s'intensifier. Plus l'Allemagne s'ouvrira à la mondialisation, plus il pourrait lui être difficile de conserver la spécificité de ses relations à Israël.

En même temps, l'Europe peut, dans cette perspective, représenter une chance pour l'Allemagne. C'est dans ce sens que le journaliste Gunter Hofmann compare Israël et sa mosaïque d'identités – qui lui sert d'identité collective – au patchwork européen et à « son caractère multiethnique et, petit à petit, multireligieux²⁰. » Cette analogie l'incite à plaider pour l'entrée d'Israël dans l'Union européenne. Si cette perspective est à l'heure actuelle parfaitement irréaliste, et ce, pour différentes raisons, l'envisager comme scénario d'avenir permet de penser l'évolution de la relation israélo-européenne. Si l'on en croit Gunter Hofmann, qui se moque de la critique israélienne envers une Allemagne et une Europe éternellement pacifistes, l'intégration d'Israël dans l'UE supposerait que les Européens s'engagent davantage, sur le plan tant mental que matériel. Au niveau gouvernemental, les Allemands font partie des Européens les mieux disposés vis-à-vis d'Israël. Or, il n'en va pas nécessairement de même pour la population. Marquée par l'image du conflit au Proche-Orient que véhiculent les médias et, parfois, par des sentiments néo-antisémites, sa position peut, dans le meilleur des cas, être qualifiée de réservée.

²⁰ Voir *Die Zeit*, 15 mai 2008.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. L'Ifri, du côté français, et la DGAP, du côté allemand, en exercent la tutelle administrative. Le Cerfa bénéficie d'un financement paritaire assuré par le Quai d'Orsay et l'Auswärtige Amt et son Conseil de direction est constitué d'un nombre égal de personnalités françaises et allemandes.

Le Cerfa a pour mission d'analyser les principes, les conditions et l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de trouver et présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark assure le secrétariat général du Cerfa depuis 1991. Claire Demesmay y est chercheur. Anne-Lise Barrière travaille au Cerfa comme assistante de recherche et est chargée de mission dans le cadre du projet « Dialogue d'avenir ».

Dernières publications du Cerfa

H. Stark, « La politique étrangère allemande. Entre polarisation et politisation », Note du Cerfa n° 59, décembre 2008

C. Bausch, B. Görlach, « La politique climatique de la grande coalition : rétrospective et perspectives », Note du Cerfa, n° 58, décembre 2008

H. Brodersen, « Le modèle allemand à l'exportation : pourquoi l'Allemagne exporte-t-elle tant ? », Note du Cerfa, n° 57, novembre 2008

M. Weinachter, « La situation économique et sociale en Allemagne un an avant les élections : bilan et perspectives », Note du Cerfa, n° 56, octobre 2008

J. H. Keppler, S. Méritet, K. Notz, « La situation économique et sociale en Allemagne un an avant les élections : Bilan et Perspectives », Note de l'Ifri, septembre 2008